

Revue économique et financière

19 janvier 2024

Bureau de l'économiste en chef



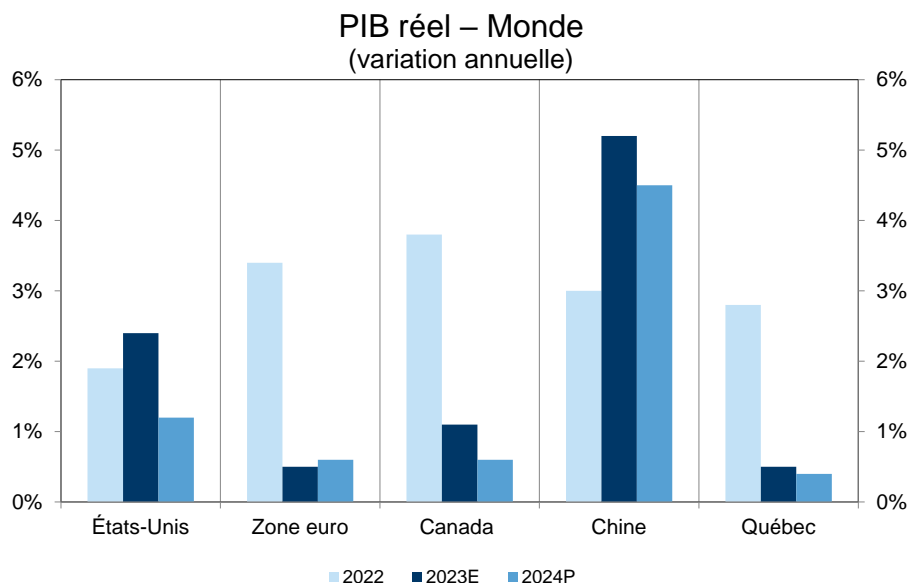
Table des matières

Faits saillants	3
Économie.....	4
Monde	4
Canada	5
Québec	6
Marchés financiers.....	8
Enjeux à surveiller en 2024	11

Mario Houle, économiste en chef
Nouhou Ballo, spécialiste des marchés financiers
Philippe Bergevin, économiste principal
Jean-Paul Calero, spécialiste des marchés financiers
Alexandre d’Aragon, économiste principal
Tessa Kintoumba, économiste

Faits saillants

- En 2023, la lutte contre l'inflation a franchi un cap, la hausse des taux directeurs faisant sentir ses effets. D'une part, l'inflation est graduellement redescendue des sommets atteints en 2022. D'autre part, l'économie mondiale a ralenti, mais s'est avérée plus résiliente qu'anticipé. Les banques centrales tentent maintenant d'orchestrer un atterrissage en douceur de l'économie.
- L'économie américaine s'est avérée particulièrement résiliente tout au cours de 2023, grâce notamment à la vigueur de la consommation des ménages et à la solidité du marché du travail. La création d'emploi a en moyenne dépassé les 200 000 postes par mois en 2023 et le taux de chômage se maintient sous les 4 % depuis près de deux ans.
- Tandis que les États-Unis dépassaient les attentes, l'économie canadienne a plutôt éprouvé des difficultés, en raison notamment d'une croissance anémique de la productivité et d'un fort taux d'endettement des ménages, qui rend l'économie plus sensible à la remontée des taux d'intérêt.
- Au Québec, l'économie a fait du surplace en 2023. Toutes les composantes de la demande intérieure privée ont ralenti ou reculé. L'investissement des entreprises et l'investissement résidentiel ont chuté. Seules les dépenses de consommation sont demeurées relativement fermes.
- Après des reculs importants en 2022, les principaux indices boursiers sont repartis à la hausse en 2023, soutenus par la fin attendue des resserrements monétaires et la résilience de l'économie mondiale.
- Les taux obligataires se sont inscrits en hausse pendant une bonne partie de 2023, mais sont redescendus en fin d'année. Ce revirement s'explique par une certaine modération des pressions inflationnistes et un changement des attentes des investisseurs concernant la politique monétaire.
- En 2024, plusieurs enjeux seront à surveiller, notamment l'inflation et la politique monétaire, les tensions géopolitiques, l'endettement des ménages et des entreprises, le marché immobilier résidentiel et commercial, la résilience des marchés financiers et les technologies perturbatrices.

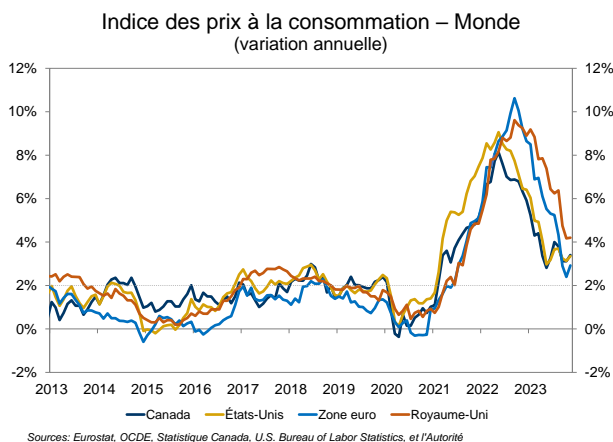


Sources: Prévisions consensuelles, Bloomberg et l'Autorité

Économie

Monde

En 2023, la lutte contre l'inflation a franchi un cap, la hausse des taux directeurs faisant de plus en plus sentir ses effets. L'inflation est redescendue des sommets atteints en 2022, si bien que les banques centrales ont mis en pause le resserrement de leurs politiques monétaires à l'été et des baisses de taux sont maintenant envisagées pour 2024. L'économie mondiale a ralenti et certains pays ont été plus durement frappés que d'autres, mais les scénarios de récession évoqués en début d'année ont jusqu'à présent été évités. La résilience de l'économie mondiale s'est manifestée face aux faillites bancaires survenues aux États-Unis et en Europe, mais aussi dans un contexte d'incertitude géopolitique liée aux guerres en Ukraine et au Proche-Orient. Les banques centrales s'attèlent maintenant à la difficile tâche d'orchestrer un atterrissage en douceur de l'économie.



L'économie américaine s'est avérée particulièrement résiliente tout au cours de l'année face à l'inflation et aux taux d'intérêt élevé, grâce notamment à la vigueur de la consommation des ménages. Le PIB a augmenté de 4,9 % au troisième trimestre, après des hausses d'un peu plus de 2 % au cours des deux premiers trimestres de l'année.

La création d'emploi a en moyenne dépassé les 200 000 postes par mois en 2023 et le taux de chômage se maintient sous les 4 % depuis près de deux ans.

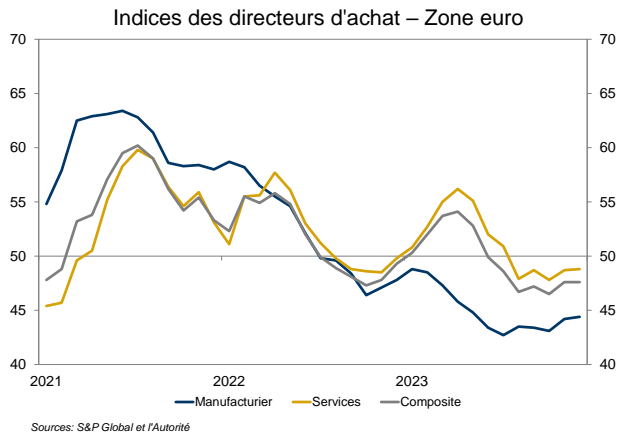
Tout comme l'économie, le marché du travail commençait néanmoins à montrer des signes de fléchissement en fin d'année. Le rythme de création d'emploi a diminué en seconde moitié d'année et la croissance des salaires, quoique relativement solide, continue de ralentir.

Le taux d'inflation est passé de 6,4 % au début de 2023 à 3,4 % en décembre. L'inflation fondamentale (excluant les éléments plus volatils, tels que l'alimentation et l'énergie) termine l'année à 3,9 %. La décélération en cours de la croissance des salaires et des coûts unitaires de main-d'œuvre laisse penser que cette tendance baissière devrait se poursuivre.

La Réserve fédérale a procédé à quatre hausses de son taux directeur en 2023, le portant dans une fourchette de 5,25 %-5,50 %. Elle maintient le statu quo depuis juillet et tout semble indiquer que le sommet aurait été atteint. La Fed se dit confiante d'avoir réussi à faire régresser l'inflation suffisamment tout en orchestrant un atterrissage en douceur de l'économie. Elle estime désormais être en mesure de réduire son taux directeur à quelques reprises en 2024, avec une première baisse potentielle au printemps selon les attentes du marché.

La situation s'est avérée passablement différente dans la zone euro, où l'économie a frôlé la récession tout au cours de l'année. Le PIB a diminué de 0,5 % au troisième trimestre, après des hausses de 0,4 % et 0,5 % au premier et au deuxième. L'Allemagne, le pilier de la zone euro, fait notamment du surplace depuis le début de l'invasion russe en Ukraine.

Les perspectives pour 2024 ne sont pas meilleures alors que les indices des directeurs d'achat pointent toujours vers une contraction de l'économie, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services.



Les dix hausses consécutives des taux de la Banque centrale européenne semblent avoir eu raison de l'inflation, qui est passée d'un sommet de 10,6 % en octobre 2022 à 2,9 % en décembre dernier. La BCE n'a plus haussé ses taux depuis septembre et va accélérer la fin de son programme d'assouplissement quantitatif lié à la pandémie. La Banque n'évoque toujours pas de baisse de taux, toujours préoccupée par les tensions sur le marché du travail. Le taux de chômage s'établissait à 6,4 % en novembre, près de son creux historique, et ce, en dépit de l'économie qui tourne au ralenti.

De son côté, la Chine peine toujours à prendre de l'élan, un an après la levée de la politique de COVID zéro, qui a paralysé son économie durant la pandémie. Le rebond anticipé ne s'est pas matérialisé, et ce, en dépit des mesures de soutien des autorités. Les indicateurs économiques ont plutôt révélé une reprise en demi-teinte tout au cours de l'année. Le PIB a augmenté de 5,2 % en 2023, soit à peine plus que la modeste cible de 5 % fixée par le gouvernement. Une telle croissance pourrait s'avérer plus difficile à atteindre en 2024.

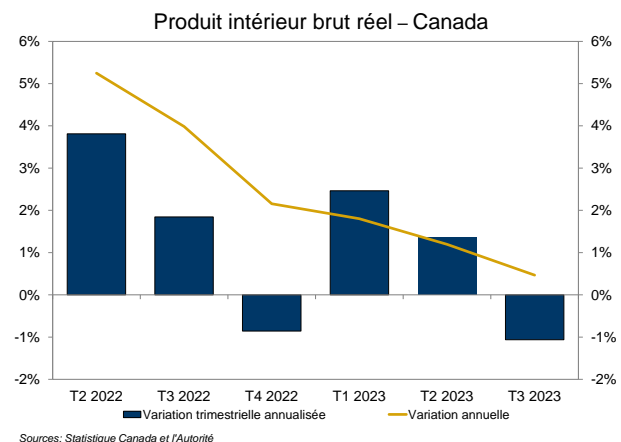
Alors que le monde entier lutte contre l'inflation, la Chine fait plutôt face au spectre de la déflation, en raison notamment de la faible demande pour ses produits, tant à l'intérieur

qu'à l'extérieur du pays. Les exportations sont en baisse et l'activité manufacturière se contracte. Le pays doit aussi faire face à l'endettement des gouvernements locaux et des sociétés d'État, à l'effondrement du secteur immobilier où les faillites se multiplient, à une contraction de la population en âge de travailler, et à des relations commerciales tendues avec l'Occident. L'agence de notation Moody's a d'ailleurs placé la deuxième économie mondiale sous surveillance, abaissant la perspective sur la dette chinoise de stable à négative.

Canada

Tandis que les États-Unis dépassaient les attentes l'année dernière, l'économie canadienne a plutôt éprouvé des difficultés. Il semble que ce sera encore le cas pendant la majeure partie de 2024. Deux raisons majeures expliquent pourquoi le Canada restera à la traîne des États-Unis : une croissance anémique de la productivité et un taux d'endettement des ménages beaucoup plus élevé, qui rend l'économie plus sensible à la remontée des taux d'intérêt.

Bien que l'économie canadienne ait su éviter une récession, la croissance est demeurée très modeste. Le PIB s'est contracté au troisième trimestre, tiré vers le bas par les investissements des entreprises et les exportations nettes. Depuis un an, la croissance économique ralentit sans cesse.

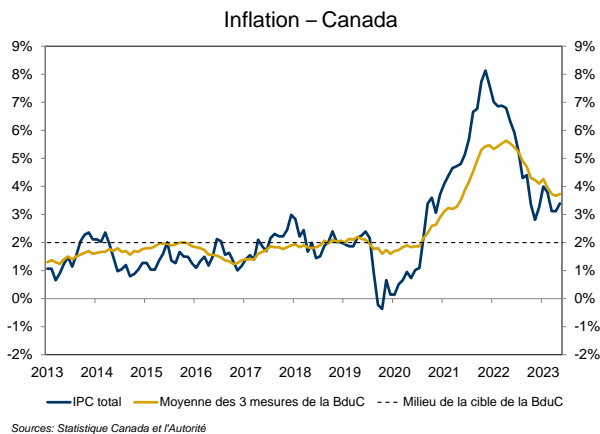


Les investissements privés sont à l'arrêt, la construction résidentielle recule et les dépenses de consommation ont considérablement ralenti. L'économie canadienne devrait ainsi connaître quelques trimestres de croissance faible ou négative, avant d'afficher une certaine amélioration en seconde moitié d'année.

Le marché du travail est de moins en moins tendu. La croissance de l'emploi ralentit, le nombre de postes vacants recule et le taux de chômage augmente, passant progressivement de 5 % au début de 2023 à 5,8 % en fin d'année. Malgré un relâchement des tensions sur le marché du travail, la croissance des salaires demeure soutenue et supérieure à l'inflation, soit entre 4 % et 5 %.

La détérioration du marché de l'emploi, la montée du taux de chômage et l'augmentation des coûts d'emprunt auront encore plus de mordant au cours des prochains mois et vont déprimer davantage les dépenses de consommation. Par ailleurs, l'endettement élevé des ménages et la hausse des taux d'intérêt ces dernières années feront augmenter le service de la dette des ménages.

L'inflation a substantiellement diminué par rapport à son sommet de l'été 2022. En revanche, il sera plus difficile de ramener l'inflation de son taux actuel de 3,4 % en décembre à la cible de 2 % de la Banque du Canada.



Le taux directeur se situe actuellement à 5 %. La Banque du Canada maintient son taux directeur inchangé à ce niveau depuis juillet dernier et se dit toujours prête à resserrer davantage sa politique monétaire si les conditions l'y obligent.

La Banque du Canada, tout comme la Réserve fédérale américaine, devrait maintenir son taux directeur près de son niveau actuel pour un certain temps encore. Par la suite, les autorités monétaires assoupliront peu à peu la politique monétaire.

Le rendement des obligations du gouvernement du Canada 10 ans a atteint, au cours de l'année, des niveaux inégalés depuis 2010. Les forces structurelles en présence favoriseront le maintien de taux d'intérêt à des niveaux plus élevés que ceux de la dernière décennie. Ce nouvel environnement de taux d'intérêt plus élevés pourrait forcer les consommateurs canadiens à se soumettre à un douloureux processus de désendettement et les entreprises à diminuer leur levier financier.

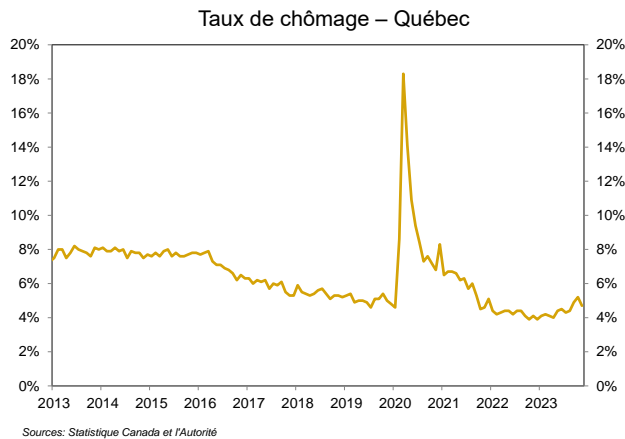
Québec

L'économie du Québec est tombée en panne en 2023. Au mieux, le PIB réel ne devrait avoir augmenté que très faiblement en 2023 – un ralentissement qui détonne avec la fulgurante sortie de pandémie observée en 2021 et 2022.

Les perspectives de croissance pour 2024 ne sont pas meilleures, alors que l'inflation persistante, plus élevée qu'ailleurs au Canada, la hausse des coûts d'emprunt et la remontée du taux de chômage vont continuer de miner l'économie québécoise.

En 2023, toutes les composantes de la demande intérieure privée ont ralenti ou reculé. L'investissement des entreprises a piqué du nez, tout comme l'investissement résidentiel d'ailleurs. Malgré un net ralentissement, les dépenses de consommation sont demeurées relativement fermes.

La performance du marché du travail a été en demi-teinte. Le rythme de création d'emploi a été nettement moins élevé qu'en 2022. Il s'est néanmoins créé 65 000 emplois en 2023, mais la cadence a ralenti tout au cours de l'année. Ainsi, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point, passant de 3,9 % au début de 2023 à 4,7 % en fin d'année. Le marché du travail devrait encore subir les conséquences du ralentissement de l'économie et le taux de chômage devrait augmenter encore avant de se stabiliser.



Le marché immobilier résidentiel a connu une période de redoux en 2023, donnant lieu à une stabilisation des ventes. On note que le marché résidentiel n'a jamais été aussi peu abordable qu'en ce moment au Québec. Cette détérioration tient à la fois à la remontée des taux d'intérêt hypothécaires et au rebond des prix.

Le resserrement des conditions financières, avec la montée des taux d'intérêt, et la détérioration de la conjoncture économique rendent la situation propice à un autre repli du marché immobilier au cours des prochains mois.

La conjoncture difficile, le ralentissement de la demande et l'apparition de capacités excédentaires agiront comme un frein sur l'embauche et l'investissement des entreprises en 2024. Le ralentissement des dépenses d'investissement devrait toutefois s'avérer relativement modéré. D'une part, le ralentissement économique en cours est relativement modeste et libère peu de capacités excédentaires. D'autre part, de nombreux projets d'infrastructures et de construction en cours et à venir viennent tempérer le recul de l'investissement.

L'économie québécoise est à l'arrêt et le ralentissement du marché du travail s'est déjà traduit par une remontée du taux de chômage. Le marché immobilier et l'investissement résidentiel sont vulnérables à la conjoncture. Les prochains mois s'annoncent difficiles alors que le resserrement des conditions d'emprunt freine la demande.

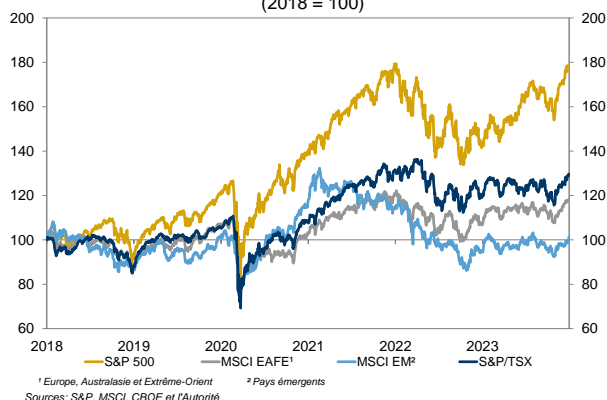
En somme, l'économie du Québec traversera une période difficile en première moitié d'année, avant de connaître une modeste relance par la suite.

Marchés financiers

Après des reculs importants en 2022, les principaux indices boursiers sont repartis à la hausse en 2023, soutenus par la fin attendue des resserrements monétaires et la résilience de l'économie mondiale. Le MSCI All Country World Index, qui suit l'évolution des marchés boursiers mondiaux, termine l'année en hausse de 19,5 % par rapport à un recul de 17,5 % en 2022.

Les marchés boursiers des pays développés ont particulièrement bien performé en 2023 avec une hausse de 21,8 % selon le MSCI World Index. Les indices des pays émergents ont affiché des gains plus modestes d'environ 7 %. Les marchés boursiers en Chine, où l'économie connaît des ratés, ont subi d'importants reculs.

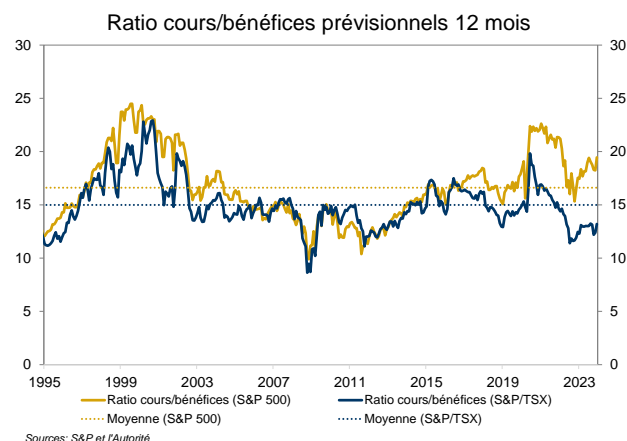
Principaux indices boursiers
(2018 = 100)



Les marchés boursiers américains étaient en tête de peloton en 2023 avec une hausse de 24,2 % du S&P 500, grâce notamment aux titres technologiques. Le secteur des technologies de l'information, qui représente près de 29 % de la capitalisation de l'indice américain, a affiché un rendement impressionnant de 56,4 % en 2023. Cette hausse fulgurante du secteur a été alimentée par l'engouement des investisseurs pour les sociétés qui pourraient bénéficier des avancées importantes dans le secteur de l'intelligence artificielle.

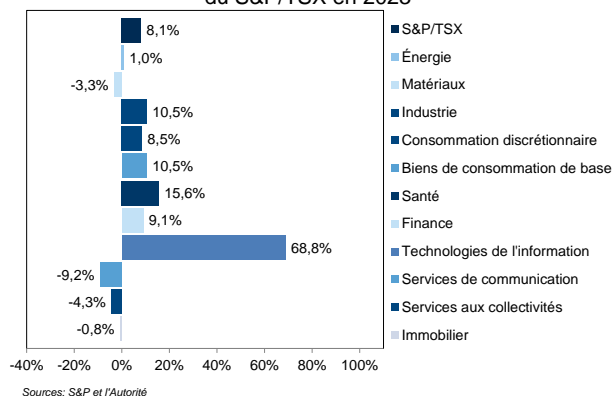
Il faut toutefois noter que la croissance des marchés boursiers américains s'explique

essentiellement par une hausse des niveaux de valorisation, alors que la croissance des bénéfices est au neutre. En effet, le S&P 500 se négocie actuellement à environ 19 fois les bénéfices prévisionnels, bien au-delà de sa moyenne historique.



Au Canada, le S&P/TSX, en hausse de 8,1 % en 2023, présente un rendement plus modeste. Le secteur des technologies de l'information du TSX a aussi bien performé, mais il ne représente qu'environ 9 % de l'indice. Le secteur de la finance, qui représente approximativement 31 % de la capitalisation du TSX, a offert une croissance de 9,1 % sur l'année. Le contexte économique incertain, la faiblesse de la demande de crédit et la hausse des taux constituent un environnement d'affaires plus difficile pour le secteur bancaire.

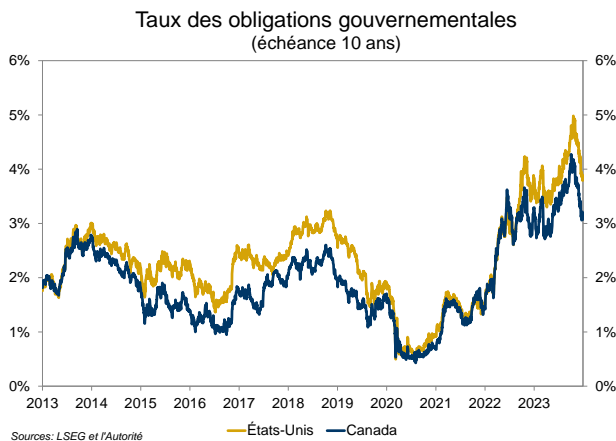
Rendement des principaux sous-indices
du S&P/TSX en 2023



Le secteur de l'énergie du TSX a affiché une légère croissance de 1 %, reflet du cours du pétrole, qui termine 2023 essentiellement au même niveau qu'en début d'année. Au final, la valorisation du S&P/TSX se situe à des niveaux modérés, en dessous de sa moyenne historique.

Par ailleurs, les titres des sociétés domiciliées au Québec ont connu dans l'ensemble une meilleure croissance que le S&P/TSX. L'indice Morningstar Banque Nationale Québec a affiché un rendement de 13,5 % en 2023.

Sur les marchés obligataires, les taux se sont inscrits en hausse pendant une bonne partie de 2023, mais sont redescendus de leur sommet au cours des derniers mois. Aux États-Unis, les taux américains 10 ans ont terminé 2023 à 3,9 %, essentiellement au même niveau qu'en début d'année, mais bien en deçà des 5 % atteint au mois d'octobre.



Ce revirement des taux obligataires en fin d'année s'explique par une certaine modération des pressions inflationnistes et un changement dans les attentes des investisseurs concernant la politique monétaire. Selon les marchés à terme, la Fed a terminé ses resserrements monétaires et pourrait réduire son taux directeur en 2024.

De façon similaire au Canada, les taux obligataires ont connu une forte progression au cours de 2023 avant de retomber au cours des derniers mois. Les taux canadiens 10 ans se situaient à 3,1 % en fin d'année, affichant ainsi une baisse d'environ 20 points de base sur l'ensemble de l'année. Comme aux États-Unis, les investisseurs s'attendent à plusieurs baisses du taux directeur au Canada en 2024.

L'impact des hausses de taux d'intérêt et le spectre d'un ralentissement plus marqué de l'économie continueront de peser sur l'évolution des marchés financiers en 2024. Bien que les banques centrales tentent d'orchestrer un atterrissage en douceur de l'économie, un ralentissement plus marqué, voire une récession, ne peut être écarté. Dans un tel scénario, on peut s'attendre à davantage de volatilité sur les marchés financiers.

Rendement des marchés

Marchés boursiers								
		Niveau 2023-12-29	Variation en pourcentage				12 derniers mois	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	Min.	Max.
MSCI All Country World Index		869	3,95	9,04	5,86	19,51	727	870
MSCI EAFE ¹		1 393	2,78	4,64	2,66	13,01	1 232	1 393
MSCI Emerging Markets		61 542	2,95	5,17	2,84	7,07	56 185	62 769
S&P 500		4 770	4,42	11,24	7,18	24,23	3 808	4 783
S&P/TSX		20 958	3,57	7,25	3,98	8,12	18 737	21 016
Indice Morningstar Québec Banque Nationale		410	3,87	5,74	1,42	13,46	361	410
Marchés obligataires								
		Niveau 2023-12-29	Variation en pourcentage				12 derniers mois	
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-1 an	Min.	Max.
Québec	10 ans	3,72	4,22	4,76	3,97	4,03	3,44	4,98
Canada	10 ans	3,11	3,55	4,02	3,27	3,30	2,72	4,24
États-Unis	10 ans	3,88	4,33	4,57	3,84	3,88	3,31	4,99
Canada	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	1,69	1,79	1,93	2,09	2,08	1,69	2,19
États-Unis	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	1,34	1,48	1,67	1,69	1,85	1,34	1,98

¹Europe, Australasie et Extrême-Orient

Sources: Bloomberg et l'Autorité

Enjeux à surveiller en 2024

Tensions géopolitiques

Les risques géopolitiques vont demeurer au premier plan en 2024 avec deux conflits dont on n'entrevoit pas la fin (Ukraine, Proche-Orient) et des élections dans plusieurs points chauds de la planète (Taïwan, Russie, Inde, États-Unis), sans compter les attaques de navires marchands en mer Rouge. Les tensions vont demeurer vives entre les États-Unis et la Chine alors que les points de discorde sont nombreux (Taïwan, relations commerciales, présence militaire en Asie et dans le Pacifique). Aux États-Unis, la polarisation entre démocrates et républicains mine le bon fonctionnement de l'État. Le retour au pouvoir de Donald Trump provoquerait des tensions avec les alliés traditionnels et entraînerait des changements majeurs dans la politique étrangère, notamment dans le soutien à l'Ukraine, à la lutte aux changements climatiques et aux organisations multilatérales.

Immobilier résidentiel

En 2023, le marché immobilier résidentiel a connu une période de redoux, donnant lieu à une stabilisation des ventes et à une remontée des prix, malgré l'augmentation des taux hypothécaires. Les mises en chantier ont toutefois poursuivi leur glissade, malgré la pénurie de logements. La remontée des taux hypothécaires et le resserrement des conditions d'emprunt imposent une contrainte supplémentaire aux ménages qui devront renouveler leur hypothèque à des taux plus élevés, en plus de nuire à l'accessibilité au marché des nouveaux acheteurs. Le marché immobilier résidentiel demeure vulnérable aux aléas de la conjoncture et des taux d'intérêt.

Immobilier commercial

Les taux d'inoccupation des immeubles de bureaux ont poursuivi leur tendance à la hausse dans les grandes villes canadiennes alors que les modalités de travail hybrides sont devenues la norme dans plusieurs domaines. Certains promoteurs immobiliers rencontrent des difficultés en raison des coûts de financement plus élevés et des coûts de construction en hausse. L'exposition du système financier canadien à l'immobilier commercial est relativement limitée. Néanmoins, les conditions de marché pour les immeubles de bureaux pourraient engendrer des pressions à la baisse sur les prix.

Endettement des ménages

À la faveur d'un ralentissement de la croissance du crédit, le taux d'endettement des ménages canadiens a légèrement diminué en 2023. Il demeure néanmoins très élevé, à plus de 180 % du revenu disponible. La remontée des taux d'intérêt des deux dernières années a fait bondir les frais d'intérêt de près de 80 % et, par voie de conséquence, le service de la dette. L'endettement des ménages constitue l'une des principales vulnérabilités de l'économie canadienne, en la rendant plus sensible aux variations des taux d'intérêt. Puisque les taux d'intérêt devraient demeurer élevés pour un certain temps, il y a un risque non négligeable que l'économie canadienne entre dans une phase de désendettement prolongée. Le risque est toutefois moins élevé au Québec, où les niveaux d'endettement sont moins importants.

Endettement des entreprises

Les marges bénéficiaires des entreprises sont sous pression avec notamment la hausse des coûts d'emprunt, du prix des intrants et des salaires. Avec une conjoncture économique défavorable, les indicateurs de ventes futures, comme les carnets de commande, sont en baisse. Le nombre de dossiers d'insolvabilité d'entreprises continue sa progression au Canada et au Québec avec une hausse sur un an de 38 % et 40 % respectivement. Plusieurs entreprises ont accumulé un coussin financier, mais elles devront se refinancer à des taux plus élevés au cours des prochains trimestres.

Valorisation et résilience des marchés boursiers

Les marchés boursiers ont affiché des hausses importantes depuis le début de l'année, soutenus par la bonne performance des titres technologiques. L'incertitude demeure néanmoins élevée avec les conditions monétaires serrées et les risques de récession. Les niveaux de valorisation des marchés boursiers sont relativement élevés aux États-Unis. Une détérioration des conditions économiques pourrait faire chuter les marchés. Malgré la hausse rapide des taux, les marchés financiers sont demeurés résilients, présentant notamment des niveaux de liquidité adéquats. Advenant une détérioration des conditions économiques, on pourrait observer ponctuellement des déséquilibres entre l'offre et la demande de liquidité.

Pénurie de main-d'œuvre

La pénurie de main-d'œuvre semble s'être lentement résorbée l'année dernière au Québec. Le nombre de postes vacants, de même que le taux de vacances, qui se chiffre maintenant à 4,3 % ont diminué. Alors, qu'on prévoit que les départs à la retraite culmineront entre 2025 et 2030, le manque flagrant de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs clés de l'économie et dans plusieurs régions du Québec maintient la pression sur les salaires, limite la production de biens et la prestation de services, en plus de forcer un certain nombre d'entreprises à renoncer à des projets d'expansion. Le secteur financier n'y échappe pas et est lui aussi confronté à cet enjeu. La situation exerce une pression constante sur les employeurs afin de trouver des solutions innovantes visant à surmonter la pénurie de main d'œuvre persistante.

Changements climatiques

L'année 2023 a montré, une nouvelle fois, à quel point les risques physiques induits par les changements climatiques s'accroissent rapidement. Le Canada a connu en 2023 les pires feux de forêt de son histoire avec 18 millions d'hectares brûlés qui ont engendré l'équivalent de 1,9 milliard de tonnes de GES, démontrant les dangereux effets d'autorenforcement des changements climatiques. Aux feux de forêt s'ajoutent le verglas (avril), les vents violents (juillet), les inondations (juillet, août, octobre), faisant en sorte que les dommages assurés au Canada ont atteint 3,1 G\$. L'assurabilité de plusieurs risques liés aux changements climatiques pourrait devenir un enjeu dans le futur proche au niveau mondial. Diverses réglementations touchant le développement d'outils de taxation et/ou de marchés de carbone, une meilleure divulgation des risques financiers liés aux changements climatiques et des incitatifs favorisant une conversion vers une économie plus durable sont attendus sur le plan international en 2024.

Finance durable

Les consommateurs ont accès à une offre croissante de produits financiers souvent qualifiés de « verts », « ESG » (tenant compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) ou « durables » permettant d'investir notamment dans la transition vers une économie mondiale plus sobre en carbone et plus respectueuse de l'environnement ou encore favorisant des meilleures conditions de travail. Les critères d'investissement liés à cette nouvelle catégorie d'actif ne sont cependant pas encore clairement réglementés ni standardisés. On observe cependant diverses initiatives réglementaires au niveau international visant à mieux définir et encadrer ces nouveaux produits. Plusieurs initiatives sont attendues en 2024.

Intelligence artificielle

La fusion croissante de l'intelligence artificielle (IA) avec d'autres technologies émergentes comme la réalité augmentée, la blockchain et l'informatique quantique pourrait être une tendance majeure en 2024. Une surveillance accrue est nécessaire afin d'éviter toute dérive, tout particulièrement en termes de désinformation et de cybermenaces. Une réglementation plus stricte est en cours d'élaboration, notamment en ce qui concerne l'éthique de l'IA et la transparence des algorithmes.

Actifs numériques et finance décentralisée

Les actifs numériques continuent de gagner en importance, avec l'adoption croissante des cryptoactifs tels que le Bitcoin et l'Ethereum. La volatilité des marchés de cryptoactifs et les disparités réglementaires persistent, influençant l'évolution du secteur. D'autres enjeux sont à surveiller, notamment les risques opérationnels, l'effet de levier et l'implication croissante des grandes institutions financières, rendant le système financier traditionnel plus interconnecté avec le secteur des actifs numériques.

La finance décentralisée (DeFi) pourrait continuer à se développer, offrant des alternatives aux services financiers traditionnels, mais posant aussi des défis liés à la sécurité et à la réglementation. Les failles de sécurité et le manque de transparence pourraient entraîner des pertes financières importantes.

Cybersécurité

Les prochaines années seront marquées par des changements importants dans la nature des cybermenaces, découlant des avancées de l'intelligence artificielle. Les dirigeants en sécurité de l'information devront revoir leurs stratégies pour protéger les actifs et les données de leurs organisations, notamment par le recours à l'intelligence artificielle générative (GenIA). Les attaques sophistiquées sur les infrastructures critiques, y compris dans le secteur financier, pourraient entraîner des perturbations généralisées, incitant les grandes puissances à renforcer la résilience cybernétique, les cadres juridiques, et à promouvoir la coopération internationale. Dans ce contexte, l'établissement d'une « Convention de Genève » sur la cybersécurité pourrait émerger comme une mesure dissuasive contre les attaques des États-nations et pour tenir les auteurs responsables.

MISE EN GARDE

L'Autorité des marchés financiers ne donne aucune garantie, verbale ou écrite, expresse, légale ou implicite, quant au contenu de cette publication et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes ou dommages de quelque nature que ce soit découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. L'utilisation de cette publication se fait à vos propres risques. Par conséquent, l'Autorité conseille d'obtenir l'avis d'un professionnel avant de prendre toute décision de nature financière.